

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

**Accord-cadre PF\_2026-009**  
**Service de nettoyage des locaux et de la vitrerie de l'Institut  
national du service public (INSP) à Paris**

## **MARCHE DE SERVICES**

**Marché passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert**  
**Articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique**

## Table des matières

Article 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 2 – FINALITE DES PRESTATIONS .....	3
2.1 – Aspect .....	3
2.2 – Confort.....	3
2.3 – Hygiène et respect du développement durable.....	3
2.4 – Sécurité.....	3
Article 3 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET PERIODICITE .....	3
Article 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	4
4.1 – Contenu des prestations .....	4
4.1.1 – Nature des prestations.....	4
4.1.2 – Prestations exclues de l'accord-cadre.....	4
4.2 – Prestations de nettoyage.....	4
4.2.1 – Consistance des prestations.....	4
4.2.2 – Fourniture et mise en place des consommables respectueux de l'environnement.....	5
4.2.4 – Prestations de collecte sélective des déchets incluses dans le forfait avec tri par apport volontaire .....	6
4.3 – Prestations de vitrerie .....	6
4.4 – Prestations exceptionnelles.....	7
4.4.1 – Les prestations exceptionnelles de désinfection et de décontamination .....	7
Article 5 – DESCRIPTION DES LIEUX – SUPERFICIES A ENTRETENIR .....	8
Article 6 – QUALITE ECO-RESPONSABLE DES MATERIELS ET DES PRODUITS .....	8
Article 6-1 – Matériels éco-responsables.....	8
Article 6-2 – Produits éco-responsables.....	9
Article 7 – MISE EN PLACE DU MARCHE .....	9
Article 8 – ORGANISATION DU TRAVAIL .....	10
8-1 – Jours de travail .....	10
8-2 – Plages horaires d'intervention .....	10
8-3 – Volumes horaires et effectifs .....	11
8-4 Protection des installations .....	11
8-6 Règles de sécurité et plan de prévention.....	11
Article 10 – LOCAUX ET MATERIELS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE .....	13
10-1 – Matériels et équipements mis à la disposition du titulaire .....	13
10-2 – Acheminement et stockage du matériel et des produits .....	14
10-3 – Branchement.....	14
10-4 – Installations et équipements de sécurité .....	14

<b>Annexe 1</b>	Définition des zones
<b>Annexe 2</b>	Fréquences des prestations courantes
<b>Annexe 3</b>	Prestations de vitrerie
<b>Annexe 4</b>	Procès-verbal d'état des lieux
<b>Annexe 5</b>	Fiche de contrôle qualité
<b>Annexe 6</b>	Bon admission des prestations ponctuelles et exceptionnelles
<b>Annexe 7</b>	Données de recensement

## **Article 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent l'exécution de prestations de nettoyage du site parisien de l'Institut National du Service Public.

Les prestations demandées sont :

- Le nettoyage des locaux ;
- Le nettoyage des surfaces vitrées et des châssis ;
- La fourniture et la mise en place des consommables sanitaires.

Les prestations font l'objet d'un contrôle lié à l'obligation de résultat du titulaire. Les modalités de ce contrôle sont précisées à l'article 9 du présent CCTP.

## **Article 2 – FINALITE DES PRESTATIONS**

Le marché est un contrat avec obligation de résultat.

Il appartient au titulaire d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté ainsi que l'obtention du niveau de qualité requis par l'administration.

La qualité du nettoyage est appréciée par l'examen de quatre critères :

### ***2.1 – Aspect***

L'aspect est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offre un local et ses équipements, il est vérifié par le contrôle qualité.

### ***2.2 – Confort***

Le confort est constaté lorsque les prestations :

- suppriment les mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures, par l'utilisation de produits appropriés ;
- sont effectuées à l'aide de produits dont les odeurs ne doivent pas apporter de gêne et qui respectent les exigences de qualité et de respect de l'environnement ;
- sont effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher et au contact ;
- sont conduites de manière à éviter tout bruit entraînant une perturbation de l'environnement.

### ***2.3 – Hygiène et respect du développement durable***

L'hygiène repose sur l'assainissement périodique aussi bien des surfaces que de l'air ambiant sans toutefois provoquer de pollution nouvelle par l'usage abusif de méthodes ou de produits nocifs.

### ***2.4 – Sécurité***

Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage doivent être sélectionnés afin que les sols ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers et aucun danger pour la santé des personnels de propreté et des usagers.

## **Article 3 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET PERIODICITE**

Les prestations et leurs fréquences sont définies en fonction de la typologie des locaux.

Les locaux ont été découpés en 8 types de zones :

- Zone 1 : accueil, zones attenantes et assimilés (rampes, perron, ...) ;
- Zone 2 : locaux d'hygiène, sanitaires et assimilés ;
- Zone 3 : espace repas, détente et assimilés ;
- Zone 4 : bureaux, salles de cours et assimilés ;

- Zone 5 : circulations et assimilés ;
- Zone 6 : locaux divers ;
- Zone 7 : extérieurs et sous-sols ;
- Zone 8 : vitrerie.

La définition de chacune des zones est précisée en annexe 1 du présent CCTP.

Les prestations courantes et leurs fréquences sont décrites à l'annexe 2 du CCTP (fréquentiel minimal). L'annexe 2 du CCTP précise pour chaque zone, les tâches à accomplir par le titulaire et le nombre de fois qu'elles doivent être exécutées (quotidien, hebdomadaire, quinzaine...).

## Article 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 4.1 – Contenu des prestations

#### 4.1.1 – Nature des prestations

Les prestations à réaliser sont de deux types :

- Les **prestations forfaitaires** : les prestations courantes de nettoyage des locaux (avec tri par apport volontaire) selon l'annexe 2 du CCTP.
- Les prestations exceptionnelles à prix unitaires.

Le prix des prestations est éventuellement majoré des coefficients prévus à l'annexe 6 de l'acte d'engagement dans l'hypothèse où l'INSP demande que des prestations exceptionnelles soient réalisées de nuit, le dimanche ou lors de jours fériés.

L'obtention des autorisations administratives de stationnement et d'utilisation des véhicules et moyens de levage sur la voie publique sont opérées par l'INSP, ou sur demande de l'INSP, par le titulaire.

#### 4.1.2 – Prestations exclues de l'accord-cadre

Les prestations suivantes sont exclues du présent accord-cadre :

- l'arrosage des plantes ;
- le nettoyage des plafonds, faux-plafonds ;
- le déménagement du mobilier ;
- le lavage de la vaisselle ;
- le nettoyage du matériel informatique, des photocopieurs, télécopieurs, des appareils mécaniques, électroniques et électrotechniques ou appareils à contrats de maintenance spécifiques.

### 4.2 – Prestations de nettoyage

#### 4.2.1 – Consistance des prestations

Les prestations courantes décrites dans l'annexe 2 du présent CCTP s'exécutent dans le cadre des montants forfaitaires indiqués dans la DPGF.

L'INSP opte pour un forfait de prestations courantes avec tri par apport volontaire.

Par ailleurs, sont inclus dans le forfait (avec apport volontaire) et communs à l'ensemble des 8 zones, l'acheminement des déchets des zones jusqu'aux conteneurs prévus dans le respect de la collecte interne au site et la sortie de ces conteneurs sur la voie publique ainsi que leur remise en place.

Les éléments pris en compte dans les prestations à prix forfaitaire sont les suivants :

Les sols	thermoplastique, moquette, carrelage, parquet, pierres naturelles (marbre, travertin), ciment (brut ou peint), bitume (parking), faux plancher
----------	--

Les parois verticales, horizontales et vitres	portes, cloisons, sas d'entrée, murs, rampes d'escalier, plinthes, goulottes et tuyauteries, vitres intérieures, extérieures et châssis
Les objets meublants	est considéré comme objet meublant tout objet se trouvant dans les locaux à usage du personnel ou tout élément de décoration ou servant de support à l'information
Les éléments sanitaires	sols, parois verticales, cuvettes de toilettes, urinoirs, lavabos, éviers, douches, miroirs, robinetterie, distributeurs (savon, papier hygiénique, essuie-mains, appareils, conteneurs d'hygiène féminine, ...), équipements, drain d'évacuation au sol
Les éléments de structure et de finition	Interrupteurs, poignées de portes, grilles de protection et de ventilation, tuyauteries, pieds de fauteuils et de meubles, rebords de fenêtres, radiateurs, plinthes...

Cette liste n'est pas exhaustive.

#### 4.2.2 – Fourniture et mise en place des consommables respectueux de l'environnement

La fourniture des consommables sanitaires est une prestation intégrée dans le forfait.

Le coût de la fourniture est établi sur la base des effectifs exprimés en équivalents temps plein pour les agents, sur la base d'un ratio de consommation appliqué à la moyenne annuelle des visiteurs du site et sur le nombre de sanitaires.

Ces consommables sanitaires sont les suivants :

- le papier hygiénique ;
- les essuie-mains (papier ou tissu) ;
- le savon liquide ou savon mousse ;
- les pochettes sanitaires pour l'hygiène féminine ;
- les sacs poubelles selon la norme NF ;
- les sacs poubelles des conteneurs d'hygiène féminine lorsque les conteneurs sont dotés de sacs ;
- les désodorisants d'atmosphère ;
- les protections menstruelles.

Le titulaire s'engage à fournir des produits répondant aux exigences de l'Ecolabel européen ou équivalent en termes de produits respectueux de l'environnement et de la santé des agents de propreté et des usagers des sites.

La mise en place des consommables sanitaires listés ci-dessus, dans les appareils et distributeurs dont la liste suit, est une prestation intégrée dans le forfait.

Le vidage et l'acheminement des déchets sanitaires dans les containers prévus sont des prestations comprises dans la mise en place des consommables sanitaires, y compris ceux des conteneurs d'hygiène féminine.

Liste des appareils et distributeurs :

- distributeur papier hygiénique ;
- distributeur essuie-mains papier ou tissu ;
- distributeur de savon liquide ;
- distributeur de pochettes sanitaires pour l'hygiène féminine ;
- conteneurs d'hygiène féminine ;
- désodorisants d'atmosphère ;
- distributeur de protections menstruelles.

Les consommables sanitaires doivent s'intégrer dans les supports existants. À défaut, la dépose des anciens appareils et distributeurs, la pose des nouveaux appareils et distributeurs ainsi que leur maintenance sont à la charge du titulaire sans supplément de prix. Il doit respecter les consignes de pose données par le responsable du bâtiment.

Par ailleurs, la fiche de présentation de site (annexe 7 au CCTP) recense les appareils et distributeurs à installer par le titulaire au démarrage du marché. Ces derniers sont à la charge du titulaire sans supplément de prix. Il en assure la pose, la maintenance et le changement en cas de besoin. Il doit en outre respecter les consignes de pose données par le responsable de site.

#### **4.2.4 – Prestations de collecte sélective des déchets incluses dans le forfait avec tri par apport volontaire**

Hormis les bureaux de Direction, chaque agent de l'administration procède au vidage de sa poubelle personnelle en la triant dans les collecteurs disposés au sein des différents points d'apport volontaire

Ces points d'apport volontaire sont mis en place dans les espaces de travail, au niveau des circulations de chaque étage. Plusieurs de ces points peuvent être mis en place par étage, en fonction de la superficie du bâtiment.

Les bacs de collecte disposés dans chaque bâtiment pourront concerner les déchets suivants :

- Papiers, cartons ;
- Emballages ménagers recyclables (EMR) ;
- Ordures ménagères résiduelles (OMR) ;
- Verre ;
- Biodéchets ;

L'agent de propreté procède :

- Au vidage des bacs de collecte des EMR et OMR, lorsque ces bacs sont pleins et aussi souvent que nécessaire ;
- Au vidage des corbeilles, aussi souvent que nécessaire (fréquence journalière non systématique) des zones 2, 6 et 7 ;
- Au vidage des autres collecteurs dans un local éventuellement mis à disposition par l'INSP et selon la gestion retenue par l'INSP et le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire met à disposition de ses agents, un chariot avec un nombre de compartiments suffisants pour assurer cette collecte sélective ou s'organise de manière que les collecteurs pleins soient vidés lors de chaque passage.

L'agent de propreté vide le contenu des chariots dans les conteneurs prévus à cet effet selon la nature et la destination des déchets concernés.

La fourniture des sacs poubelles aux normes environnementales est à la charge du titulaire.

#### **4.3 – Prestations de vitrerie**

La prestation du nettoyage de la vitrerie sera réalisée quelle que soit la hauteur des vitres, avec les matériels adaptés, échelles, échafaudages mobiles, nacelles ou utilisation des points d'ancrage pour « alpinistes » et en mettant en œuvre les protections et sécurités nécessaires vis à vis du public et du personnel.

Les prestations de base sont constituées des opérations de nettoyage qui permettent le maintien dans un état de propreté satisfaisant de la vitrerie intérieure et de la vitrerie extérieure.

La nature des prestations et le niveau de qualité demandé sont les suivants :

- vitrerie intérieure : tous vitrages et cloisons vitrées aux 2 faces (y compris les cadres) ; aspect après nettoyage : 4/4 (très bien) ;
- vitrerie extérieure : tous vitrages aux 2 faces (y compris les cadres) ; aspect après nettoyage :

4/4 (très bien).

#### **4.4 – Prestations exceptionnelles**

Ces prestations sont décrites en annexes 2, 3, 4, et 5 du BPU. Elles s'exécutent sur bon de commande et sont rémunérées selon ces bordereaux de prix unitaires.

Les prestations exceptionnelles non incluses au forfait sont les suivantes :

- Annexe 2 : prestations exceptionnelles de nettoyage (dont vitrerie) ;
- Annexe 3 : prestations exceptionnelles de remise à niveau de propreté des locaux ;
- Annexe 4 : prestations exceptionnelles de désinfection ;
- Annexe 5 : prestations exceptionnelles de décontamination.

Aux prix figurant dans ces annexes, s'ajoute l'annexe 6 qui correspond aux coefficients de majoration à appliquer à ces prix en cas de demande d'intervention de nuit (entre 21h00 à 06h00), le dimanche et jours fériés.

##### **4.4.1 – Les prestations exceptionnelles de désinfection et de décontamination**

Désinfection et décontamination tendent à réduire ou à éliminer les agents ou les effets d'une contamination (propagation d'un virus par exemple).

Désinfection : méthode de prévention qui vise à diminuer le risque infectieux (virus, bactéries, levures, spores...), quand aucun cas de contamination n'a été avéré, par l'utilisation de produits contenant un tensioactif (solubilisant les lipides) tels que les dégraissants, détergents et détachants.

Décontamination : vise à éliminer le risque infectieux (en éradiquant par exemple toute trace de virus) en cas de contamination avérée, et en utilisant un produit qui agit sur l'organisme en question et répondant aux normes en vigueur (virucide répondant à la norme EN 14476 ou équivalent).

##### **Les prestations exceptionnelles de désinfection :**

Il s'agit de prestations de désinfection à réaliser dans des locaux pour lesquels des mesures exceptionnelles d'hygiène et de sécurité doivent être prises à titre préventif. Les prestations doivent être réalisées avec un produit contenant des tensio-actifs (solubilisant des lipides) tels que les dégraissants, détergents et détachants.

Ces prestations peuvent être adossées ou non à l'exécution d'une prestation courante, hormis pour les prestations suivantes qui sont toujours adossées à l'exécution d'une prestation courante :

- Prestations de désinfection en complément des prestations courantes de nettoyage ;
- Prestations de désinfection en complément des prestations courantes de nettoyage et désinfection des points dits de « *contact* » sensibles hors matériels informatiques (dessus des plans de travail, poignées de porte, interrupteurs, rampe d'escalier, combinés de téléphone, sas d'ascenseur, et composants des hall d'accueil, etc.).

Le chiffrage est réalisé en fonction du nombre d'heures nécessaire pour réaliser la prestation demandée sur la base des surfaces au sol concernées par la commande du service bénéficiaire. Le nombre d'heures établi dans le devis et facturé par le titulaire ne peut être inférieur à 1 heure. Les prix de l'annexe 4 comprennent notamment le produit adapté pour réaliser la prestation, la main d'œuvre et les EPI éventuellement nécessaires.

### **Les prestations exceptionnelles de décontamination :**

Il s'agit d'une prestation ponctuelle permettant de faire face à la présence avérée ou suspectée d'un risque infectieux dans des locaux, le titulaire ne dispose pas d'exclusivité sur ces prestations, comme précisé à l'article 13 du CCAP.

Les prestations de décontamination doivent être réalisées en utilisant un produit qui agit sur l'organisme en question, répondant aux normes en vigueur (virucide répondant à la norme EN 14476 ou équivalent) et qui garantisse une action spécifique contre les micro-organismes que l'on veut détruire.

Ces prestations peuvent être adossées ou non à l'exécution d'une prestation courante, hormis pour les prestations suivantes qui sont toujours adossées à l'exécution d'une prestation courante :

- Prestations de décontamination en complément des prestations courantes de nettoyage ;
- Prestations de décontamination en complément des prestations courantes de nettoyage et désinfection des points dits de « *contact* » sensibles hors matériels informatiques (dessus des plans de travail, poignées de porte, interrupteurs, rampe d'escalier, combinés de téléphone, sas d'ascenseur, et composants des hall d'accueil, etc.).

Le chiffrage est réalisé en fonction du nombre d'heures nécessaire pour réaliser la prestation demandée sur la base des surfaces au sol concernées par la commande du service bénéficiaire. Le nombre d'heures établi dans le devis et facturé par le titulaire ne peut être inférieur à 1 heure.

Les prix de l'annexe 5 du BPU comprennent notamment le produit adapté pour réaliser la prestation, la main d'œuvre et les EPI éventuellement nécessaires.

## **Article 5 – DESCRIPTION DES LIEUX – SUPERFICIES A ENTREtenir**

Le descriptif du site est précisé en annexe 7 du présent CCTP.

Cette fiche recense :

- Le descriptif des locaux : nombre de m<sup>2</sup> (sols, cloisons et portes vitrées, vitrerie) à nettoyer, nature des surfaces et revêtements à nettoyer ;
- Les effectifs ;
- Le nombre d'appareils sanitaires à installer.

Le coût des prestations est établi sur la base des indications recensées dans cette fiche.

## **Article 6 – QUALITE ECO-RESPONSABLE DES MATERIELS ET DES PRODUITS**

### ***Article 6-1 – Matériels éco-responsables***

Le titulaire doit fournir dans le dossier d'exploitation, la liste définitive des matériels éco-



responsables utilisés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée d'une notice technique précisant notamment les performances énergétiques et sonores de ces matériels.

Les matériels doivent être en parfait état et conformes aux exigences de développement durable car économes en énergie et eau.

Le titulaire doit présenter les matériels et leurs utilisations au responsable de site, sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes environnementales.

### **Article 6-2 – Produits éco-responsables**

Le titulaire s'engage sur une liste de produits éco-responsables mis à disposition des agents de propreté pour l'exécution des prestations décrites dans le présent CCTP. Cette liste est intégrée et mise à jour par le titulaire dans le dossier d'exploitation défini à l'article 3-2 du CCAP.

Le titulaire fournit, dans les dossiers d'exploitation, les fiches de présentation permettant à l'administration de vérifier la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de santé et de sécurité (produits ne contenant pas des ingrédients classés comme cancérigènes, mutagènes ou tératogènes conformément à la directive 67/548/CEE et de teintures ou d'agents colorants non autorisés par les directives 76/768/CEE et 94/36/CEE). Les produits ne doivent pas entraîner de sensibilisation par inhalation, ni par contact avec l'eau.

Le titulaire s'engage à utiliser des produits conformes aux exigences suivantes :

- Produits concentrés fournis avec des doseurs ou des systèmes de dosage automatique, permettant une bonne utilisation en évitant le surdosage, notamment par des pictogrammes indiquant le dosage exact ;
- Produits à taux de biodégradabilité élevé ;
- Produits conditionnés dans des emballages recyclés ou produits fournis dans un conditionnement rechargeable afin de limiter les quantités d'emballages ;
- Produits disposant d'un Ecolabel européen ou équivalent pour les nettoyeurs multi-usages et les nettoyeurs pour sanitaires.

Le titulaire favorise l'utilisation des chiffons en microfibres ainsi que les absorbants marqués par un écolabel du type « *Absorbants tous liquides utilisables sur sols* » marqué par l'écolabel français NF Environnement. Il veille à employer des chiffons non composés de contaminants réglementés dont les métaux lourds.

Le titulaire favorise l'utilisation des sacs poubelle marqués par un écolabel du type « *Sacs poubelle : sacs pour la collecte et la pré-collecte de déchets* » marqué par l'écolabel français NF Environnement ainsi que des sacs en plastique biodégradable et des sacs utilisant le minimum de pigments tels que les sacs transparents.

Le responsable du site peut interdire tout produit non conforme aux engagements écoresponsables du titulaire. S'il apparaît nécessaire au titulaire de recourir à des méthodes, produits ou matériels autres que ceux stipulés, il devra obtenir préalablement l'accord formel de l'INSP avant tout début d'exécution et produire les nouvelles fiches de présentation de site.

L'administration se réserve le droit de procéder ou de faire procéder, sur place ou en laboratoire, aux analyses techniques qu'elle estimera nécessaire au bon respect de ces consignes.

Tout défaut constaté donnera lieu à l'application des termes de l'article 11-4-5 du CCAP.

L'affichage réglementaire est mis en place par le titulaire, tant sur les contenants des produits que dans le local mis à disposition du personnel par l'administration. L'INSP se réserve le droit de réaliser une vérification des produits écoresponsables utilisés lors des contrôles contradictoires.

A noter que le titulaire peut, à titre exceptionnel, et sur accord préalable de l'INSP, faire usage de produits plus adaptés que les produits écolabel, afin de rendre plus efficace le nettoyage des sanitaires.

### **Article 7 – MISE EN PLACE DU MARCHE**

La tenue d'une **réunion préparatoire** et de mise en place du marché (avant le début d'exécution des prestations) est **obligatoire**.

Cette réunion doit être planifiée, de manière conjointe, **au minimum quinze (15) jours calendaires** avant le début d'exécution des prestations.

A cet effet, les services prennent attache avec le titulaire afin de convenir d'une date avant le démarrage des prestations.

Cette réunion préparatoire doit permettre de :

- Vérifier la conformité des données renseignées dans les fiches de recensement de besoins (annexe 7 au CCTP), et le cas échéant, d'y apporter les modifications nécessaires ;
- Prendre connaissance du site et de ses éventuelles spécificités ;
- Préciser à l'INSP les horaires exacts d'intervention des agents d'entretien ainsi que leurs identités ;
- Préciser l'identité des responsables de site ;
- Préciser la date à laquelle l'état de propreté des lieux aura lieu (cf. article 9-1 du présent CCTP) ;
- Préciser la fréquence des contrôles programmés ;
- Définir le lieu de stockage du matériel et de ses produits ;
- Préciser la date de livraison des matériels nécessaires à l'exécution des prestations de nettoyage.

A la suite de cette réunion préparatoire, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les sites pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations courantes, ponctuelles et exceptionnelles commandées par l'INSP.

A noter que le dossier d'exploitation **complet** devra être communiqué à l'INSP dans les soixante (60) jours qui suivent la notification du marché (cf. article 3-2 du CCAP).

## **Article 8 – ORGANISATION DU TRAVAIL**

### ***8-1 – Jours de travail***

Les prestations réalisées le samedi ne donnent lieu à aucune majoration. Le calendrier des jours fériés d'Alsace-Moselle doit être pris en compte par le titulaire. À ce titre, le site de Paris bénéficie des mêmes jours fériés supplémentaires que le site de Strasbourg, à savoir :

- le Vendredi saint ;
- le 26 décembre (Saint-Étienne).

Les prestations sont à réaliser du lundi au vendredi, en fonction du nombre de passage hebdomadaire souhaité et précisé en annexe 1 de l'AE (DPGF).

En cas de décision par l'INSP de ne pas effectuer le nettoyage des locaux lors d'un jour ouvré, il doit en aviser le titulaire quinze (15) jours avant cette date. Il ne lui est pas possible de demander au titulaire de récupérer les prestations.

Sur demande de l'INSP, les prestations exceptionnelles peuvent être réalisées : le soir (à partir de 21h00 et jusqu'à 06h00 du matin), le dimanche ou les jours fériés. Dans ce cas, un coefficient majorateur défini à l'annexe 6 de l'AE (BPU), est appliqué aux prix des prestations exceptionnelles.

En cas de fermeture de site, l'INSP respecte un délai de prévenance de soixante (45) jours à l'égard du titulaire. L'INSP pourra procéder à des réfections prévues à l'article 11-4-1 du CCAP.

### ***8-2 – Plages horaires d'intervention***

Les interventions ont lieu à l'intérieur de la plage horaire déterminée par la fiche de site, l'horaire exact étant fixé en concertation entre le titulaire et le responsable de site (cf. article 7 du présent CCTP).

En accord avec l'INSP, le titulaire peut favoriser et faire progresser le travail en journée ou au

minimum en continu de façon à améliorer les conditions de travail et de vie des salariés ainsi que le cas échéant la progression de temps plein des agents de propreté (Cf. article 10 du CCAP).

### ***8-3 – Volumes horaires et effectifs***

Pour atteindre son obligation de résultat, il appartient au titulaire de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires par catégories de telle sorte que le nettoyage des locaux, des équipements et des vitres soit effectué selon les stipulations du présent CCTP.

Le titulaire informe, sans délai, l'INSP de tout changement d'organisation et de modification du temps de travail des agents.

### ***8-4 Protection des installations***

Les matériaux combustibles, y compris les emballages en papier, carton, bois, matières plastiques sont évacués sans délai des lieux d'exécution des prestations et au plus tard à la fin de chaque vacation.

### ***8-6 Règles de sécurité et plan de prévention***

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumis le site.

Le titulaire doit sécuriser les voies de circulation lors de l'entretien des sols afin d'éviter tout accident.

Une signalisation spécifique doit être mise en place afin d'avertir les usagers d'un éventuel risque de chute ou d'un danger.

**Matériels :** appartenant au titulaire ou mis à disposition par le client, ils devront être en permanence conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Les échafaudages ou nacelles devront obligatoirement être conformes à la réglementation. Les matériels ne doivent, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et des escabeaux seront protégées, leurs pieds seront munis de patins protecteurs.

Le responsable de site peut interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers sans que le titulaire puisse en demander dédommagement. En aucun cas, les agents chargés du nettoyage ne devront utiliser les meubles, convecteurs, sièges comme moyen de surélévation et d'appui.

Tout dommage causé aux installations, équipements et aux usagers sera mis à la charge du titulaire.

Le titulaire doit présenter les matériels au responsable de site, sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité. L'entretien du matériel est assuré par le titulaire et à ses frais. Tout matériel défectueux est mis hors de service et remplacé par le titulaire sans délai et à ses frais.

**Biens :** toutes les dispositions seront prises pour que l'état des meubles, bâtiments, abords, aménagements, décorations, machines... ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage, en particulier par la projection de produits. Le titulaire aura à sa charge les frais occasionnés par ces détériorations.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire :

- De manipuler pour quelque raison que ce soit les appareils et matériels se trouvant dans les locaux ;
- De fumer pendant l'exécution des travaux de nettoyage ;
- D'utiliser son téléphone portable pour un usage personnel et non urgent ;
- D'utiliser les téléphones de l'administration pour un usage personnel et non urgent.

Les lampes doivent être éteintes après réalisation de la prestation. Par ailleurs, les portes doivent être fermées à clés en fin de travaux si elles l'étaient déjà, ainsi que les fenêtres.

**Personnes :** le titulaire instruit son personnel aux règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

Il veille à faire respecter les règles de sécurité du travail.

Le titulaire doit fournir l'équipement de protection individuel à son personnel lorsque l'utilisation des matériels le nécessite et plus largement, pour assurer sa santé et sa sécurité lorsqu'un ou plusieurs risques sont identifiés.

Les personnels du titulaire doivent être équipés de tenues de travail adaptées et portant logo et couleurs de la société afin d'être rapidement identifiable.

### **Plan de prévention :**

Le plan de prévention est élaboré conjointement par le responsable de site et le titulaire et avant le démarrage d'un marché, si le temps nécessaire à la réalisation des prestations est supérieur à 400 heures par an (art. R 4512-7 et suivants du code du travail) ou lorsque les travaux effectués par une entreprise extérieure sont au nombre de la liste des travaux dangereux listés par l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi, par écrit, un plan de prévention.

Il indique de façon précise et détaillée :

- 1) l'identification précise du titulaire et le cas échéant du sous-traitant ;
- 2) la liste exhaustive des risques liés aux activités et des zones à risques ;
- 3) les moyens et mesures de prévention prévus pour chacune d'entre elles sur le plan :
  - des équipements de sécurité individuels et collectifs ;
  - des matériels et produits utilisés ;
  - des modes opératoires.
- 4) les éléments relatifs à l'organisation des secours ;
- 5) les instructions, consignes, informations et formations précises à donner aux salariés ;
- 6) la liste des installations mises à la disposition du titulaire (locaux, vestiaires, sanitaires...).

### **Liste nominative du personnel**

Conformément aux dispositions de l'article 3-2 du CCAP, l'ensemble des informations relatives à l'organisation des moyens humains affectés au marché doit être intégré dans le dossier d'exploitation et tenu à jour par le titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

À ce titre, le titulaire devra impérativement :

- tenir à jour une liste nominative des personnels affectés au marché, ainsi que la répartition par secteur pour chacun des agents ;
- s'engager, sauf motif grave dûment justifié (notamment défaillance d'un agent), à ne pas modifier subitement l'équipe de personnels en place au cours de l'exécution du marché ;
- informer préalablement l'acheteur de toute modification de personnel et lui transmettre la liste nominative mise à jour au minimum huit (8) jours avant le début des prestations concernées ;
- fournir, pour chaque nouvel agent, l'ensemble des informations communiquées lors de la notification du marché, étant précisé que l'agent remplaçant devra présenter des qualifications équivalentes à celles de l'agent remplacé et avoir été formé aux prestations demandées.

La liste nominative du personnel pourra être demandée à tout moment par l'acheteur et devra être transmise par le titulaire dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures à compter de la demande.

### **Encadrement du personnel**

Le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au chantier un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

A cet effet, il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra se rendre aux convocations de l'administration en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Le titulaire est responsable de son personnel d'exécution en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses agents.

### **Arrêt de travail**

En cas d'arrêt de travail de son personnel pour cause de grève par exemple, le titulaire sera tenu de prévenir l'INSP dans les 24 heures et d'assurer un service minimum :

- nettoyage des blocs sanitaires et réapprovisionnement des distributeurs en papier toilette, essuie-mains et savon ;
- vidage des corbeilles à papiers, poubelles.

En cas d'absence d'un agent, le remplacement de la personne absente devra être effectué dans les 48 heures.

### **Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande correction. Une attitude réservée du personnel assurant la maintenance et l'hygiène des groupes sanitaires sera notamment exigée.

Le titulaire devra fournir à son personnel un signe distinctif permettant son identification et fournir tout matériel nécessaire à la bonne exécution des prestations.

## **Article 10 – LOCAUX ET MATERIELS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

### ***10-1 – Matériels et équipements mis à la disposition du titulaire***

Le titulaire signale immédiatement au responsable de site, et confirme ensuite par écrit, toute défectuosité constatée avant ou pendant l'emploi des équipements, des matériels et des installations mis à sa disposition. À défaut, même dans le cas de leur utilisation dans des conditions normales, le titulaire est responsable des dégradations autres que l'usure normale et de leurs éventuelles conséquences.

Les réparations des équipements et des matériels désignés ci-dessus, consécutives à un emploi irrégulier, à l'inobservation des consignes d'emploi ou des règles de sécurité, sont effectuées par une entreprise spécialisée choisie par l'administration et mises à la charge du titulaire.

Il appartient au titulaire qui reconnaît avoir reçu les équipements et les matériels en bon état de marche et conforme aux normes et règlements de sécurité :

- de remettre à la disposition de l'INSP tout équipement ou matériels défectueux pour réparation ;
- de remettre, sur simple demande de l'INSP, les équipements ou les matériels à sa disposition pour lui permettre d'assurer les opérations normales de contrôle et de maintenance.

L'INSP met à disposition **un système de talkie-walkie** afin de permettre au chef d'équipe et aux

agents présents sur le site, durant les heures ouvrées, d'être joignables par les agents d'accueil, notamment pour répondre à des demandes imprévues.

Chaque matin, le matériel devra être retiré auprès de l'agent d'accueil et restitué en fin de journée, afin de garantir le rechargement de la batterie ainsi que la disponibilité permanente de l'équipement.

**Une machine à laver le linge** sera mise à disposition du titulaire pour le nettoyage des microfibras, chiffons, torchons de cuisine ... La lessive est fournie par l'INSP.

### ***10-2 – Acheminement et stockage du matériel et des produits***

L'acheminement du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations doit être effectué selon les itinéraires et les horaires autorisés par le responsable de site.

Le stockage du matériel et des produits est effectué dans les locaux éventuellement prévus à cet effet sous la responsabilité et aux risques du titulaire. Les limites de charge susceptibles d'être supportées par les sols sont précisées au titulaire si nécessaire.

Toute précaution est prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac des produits pulvérulents est interdit.

Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine d'évacuation sans préavis par le responsable de site aux frais du titulaire.

### ***10-3 – Branchement***

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise est interdit.

L'éclairage général du bâtiment est proscrit.

Les personnels du titulaire doivent impérativement éteindre l'éclairage des locaux dès que leurs prestations de nettoyage sont achevées.

L'utilisation des robinets d'incendie armés (RIA) comme point d'eau ou comme point d'évacuation des eaux usées est interdite.

Le titulaire prend toutes les dispositions utiles pour ne pas laisser couler l'eau inutilement et informe le responsable de site de toute fuite détectée par son personnel.

### ***10-4 – Installations et équipements de sécurité***

Dans le cas de travaux en hauteur, le titulaire doit analyser les risques liés à ces tâches et mettre à disposition de son personnel tous les équipements individuels adaptés conformément à la législation.

Le titulaire vérifie notamment le bon fonctionnement et la conformité des nacelles avant chaque utilisation.